

NATHALIE TEHIO,
présidente de la LDH

« Nous ne pouvons que constater l'absence de débats ou au moins de séances explicatives organisées par les autorités publiques sur les enjeux internationaux, et ce quel que soit le niveau de mobilisation de la société civile. »

Comment ne pas ajouter au désordre du monde ?

Nous assistons impuissants à l'horreur de la reprise des bombardements à Gaza, par un gouvernement d'extrême droite en Israël, qui viole le cessez-le-feu et le droit international. A ce titre, l'accélération de la colonisation en Cisjordanie est une violation flagrante de l'avis de la Cour internationale de justice. Avec la FIDH⁽¹⁾ et quatre associations palestiniennes, la LDH s'est constituée partie civile contre deux soldats franco-israéliens qui se vantaient d'avoir torturé des prisonniers palestiniens. Nous dénonçons également le ciblage des journalistes à Gaza. En Palestine, le droit international est bafoué, avec le soutien de Donald Trump, symbole du retour à la loi du plus fort. Avec la FIDH, l'AFPS⁽²⁾ et la Plateforme des ONG pour la Palestine, nous demandons au gouvernement français de mettre en œuvre la résolution de l'ONU sur l'arrêt de la colonisation. La France, coresponsable du sommet en juin sur l'application de cette résolution, doit porter des mesures fortes : reconnaissance de l'Etat palestinien et suspension par l'Union européenne du traité la liant à Israël (pour violations graves des droits de l'Homme, conformément à l'article premier). Nous devons soutenir avec force l'application du droit international et le rôle des cours de justice, régulatrices de l'usage de la force face aux Etats. Les attaques portées contre les cours internationales et les juges sont inadmissibles. Nous ne pouvons que constater l'absence de débats ou au moins de séances explicatives organisées par les autorités publiques sur les enjeux internationaux, et ce quel que soit le niveau de mobilisation de la société civile. Emmanuel Macron aime à se représenter en chef de guerre, que ce soit contre un virus ou cette fois contre la désinformation poutinienne. Ce climat guerrier implique le secret et l'absence de débat sur des enjeux fondamentaux que nous ne pouvons accepter :

- est-il normal que l'on charge l'armée de faire de la propagande progouvernementale au nom de la lutte contre la désinformation russe sur les réseaux sociaux ? ;
- pour financer cette « guerre », qui n'est même pas définie d'une

même façon entre pays européens, des coupes budgétaires sont d'ores et déjà décidées, au détriment des prestations sociales ou du fonctionnement des services publics. Cette politique ne peut que fragiliser la cohésion nationale, faire monter un vote d'extrême droite et les discours populistes. Est-ce le meilleur moyen de lutter contre la désinformation russe, qui s'appuie sur la défiance envers les institutions ? ;

- la menace, brandie par le chef de l'Etat, d'une guerre sur le territoire de l'Union européenne, est-elle réaliste alors que Poutine n'a heureusement pas atteint ses objectifs en Ukraine, mais avec des pertes humaines colossales ?
- Toute l'économie russe est pourtant mobilisée par cette guerre ; que penser de la pertinence d'un choix tactique d'une dissuasion nucléaire étendue pour éviter l'invasion ? Les sommes ponctionnées pour notre arsenal nucléaire le sont sans débat sur les autres options, et elles nous empêchent de développer les missiles et les drones nécessaires pour soutenir l'Ukraine, et garantir notre souveraineté.

Il n'est pas acceptable qu'on oblitère pour deux décennies les investissements dans la protection du climat et dans la cohésion sociale (essentielle de surcroît en temps de guerre) avec des arguments qui apparaissent pour l'heure d'une fragilité insigne, sur une simple posture de chef de guerre, et en urgence. D'autant que l'avènement de gouvernements autoritaires renforce les dangers pour la paix dans le monde, puisqu'ils s'empressent de s'affranchir du droit international. Le soulèvement du peuple turc permet de se rendre compte que l'aspiration à la liberté et à la démocratie demeure, malgré l'autoritarisme. Quant à nous, il nous faut lutter pour préserver nos espaces de débats démocratiques avant qu'il ne soit trop tard ! ●

(1) Fédération internationale pour les droits humains.

(2) Association France Palestine solidarité.